

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale le 25 janvier 1950 d'une demande d'avis sur un projet de loi "accordant des compensations aux officiers et sous-officiers mis à la retraite en application des arrêtés relatifs au rajeunissement des cadres de l'armée", a donné en sa séance du 15 février 1950 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 25^e Januari 1950 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "waarbij vergoedingen worden verleend aan de officieren en onderofficieren die bij toepassing van de besluiten betreffende de verjonging van de kaders van het leger op pensioen gesteld werden", heeft ter zitting van 15 Februari 1950 het volgend advies gegeven:

Portée du projet.

La nécessité du rajeunissement des cadres de l'armée a entraîné des modifications de l'âge de la retraite.

I.

Certains généraux ont été mis à la pension par application de l'article 3, A, 4°, des lois coordonnées sur les pensions militaires, avant d'avoir atteint l'âge régulièrement fixé par les arrêtés en vigueur.

Les avantages qui leur sont accordés par le projet de loi ont le caractère d'une indemnité.

II.

Les officiers mis à la pension par application de l'article 3, A, 4° et 5°, des mêmes lois coordonnées et les sous-officiers mis à la pension par application de l'article 3, B, 2° et 3°, de ces lois ont été mis à la retraite à un âge antérieur à celui qui était fixé au moment de leur entrée en service.

Pour eux, les avantages que le projet prévoit ont un caractère gratuit que le Gouvernement justifie par des considérations d'équité.

Ces avantages sont accordés à tous les militaires qui ont eu la qualité d'officier avant le 31 mars 1946 et constituent, en réalité, pour eux une augmentation de la pension dont bénéficieront même les militaires devenus sous-lieutenants durant le premier trimestre de 1946.

Observations générales.

I.

Les bonifications de services effectifs prévues par l'article 1er du projet seront de 1 à 4 ans pour les officiers de l'armée, et de 6 à 9 ans pour les officiers du personnel navigant de la force aérienne. Aucune bonification n'est prévue pour les officiers de gendarmerie auxquels cependant les nouvelles limites d'âge furent normalement d'application pendant un certain temps; suivant les renseignements fournis au Conseil d'Etat, ces nouvelles limites d'âge ne furent, en fait, jamais appliquées aux officiers de ce corps.

II.

L'article 4 du projet accorde certaines allocations à des officiers généraux mis à la pension à un âge moindre que celui prévu par les nouveaux arrêtés sur l'âge de mise à la retraite des officiers. Ces mises à la pension ont eu lieu uniquement durant les trois derniers trimestres de 1946 et ne concernent que quelques officiers généraux de l'armée.

Le texte ne prévoit pas que le temps passé de cette manière à la pension peut être supputé pour le calcul du montant de la pension. Il ressort des explications données par le Gouvernement que cette situation n'est pas de nature à créer un préjudice aux intéressés.

Observations de forme.

I.

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il n'est pas indiqué de se référer dans une loi à des dispositions réglementaires.

II.

L'article 1er du projet ne devrait pas être inséré dans les lois coordonnées sur les pensions militaires; il ne contient que des dispositions transitoires qui forment un tout avec les autres dispositions du projet.

III.

Les dispositions prévues par l'article 1er du projet devraient faire l'objet de deux articles séparés.

IV.

L'article 3 du projet donne aux deux premiers articles un caractère de rétroactivité. Le Conseil d'Etat est d'avis que cet article doit trouver sa place à la fin du projet.

V.

Afin d'éviter de longues répétitions, les articles 5 et 6 du projet peuvent être fusionnés.

*

* *

Le Conseil d'Etat propose, en outre, quelques modifications de forme qui sont contenues dans le texte ci-dessous.

PROJET DE LOI ACCORDANT DES AVANTAGES AUX OFFICIERS ET SOUS-OFFICIERS MIS A LA RETRAITE PAR SUITE DU RAJEUNISSEMENT DES CADRES.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition du Ministre de la Défense nationale et du Ministre des Finances et de l'avis des ministres réunis en Conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Le Ministre de la Défense nationale et le Ministre des Finances sont chargés de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er.-

Les officiers et les sous-officiers de carrière qui sont mis à la retraite par application de l'article 3, A, 4° ou 5°, B, 2° ou 3°, des lois coordonnées sur les pensions militaires, à un âge inférieur à celui prévu par les dispositions réglementaires en vigueur avant le 31 mars 1946, peuvent supputer, comme service effectif pour le calcul de leur pension, un temps égal à celui qui s'étend entre leur mise à la retraite et la date à laquelle ils auraient été mis à la retraite en vertu des dispositions réglementaires en vigueur avant le 31 mars 1946.

Le temps ainsi supputé entre en compte pour l'application de l'article 58 des lois sur les pensions militaires, coordonnées par arrêté royal du 11 août 1923 modifié par la loi du 26 mai 1948.

En aucun cas, le temps ainsi supputé ne peut être cumulé avec le temps qui serait éventuellement compté comme service effectif, pour la même période.

Article 2.-

Le traitement qui sert de base au calcul de la pension des militaires visés à l'article 1er est fixé d'après les dispositions en vigueur pour la période considérée et en comptant comme acquises les augmentations périodiques qu'ils auraient obtenues s'ils avaient été maintenus en service jusqu'à la date à laquelle ils auraient été mis à la retraite en vertu des dispositions réglementaires en vigueur avant le 31 mars 1946.

Article 3.-

Les veuves et orphelins des militaires visés à l'article 1er. de la présente loi, qui remplissent les autres conditions prévues à l'article 1er de l'arrêté royal n°255 du 12 mars 1936, peuvent obtenir la pension de survie, si le mariage a été contracté :

- 1° avant le 1er octobre 1946 en ce qui concerne les officiers de l'armée;
- 2° avant le 1er juillet 1947 en ce qui concerne les officiers du personnel navigant de la Force aérienne;
- 3° avant le 1er avril 1947 en ce qui concerne les sous-officiers.

Article 4.-

§ 1er. Une allocation égale au quart de la différence entre le dernier traitement annuel perçu et le montant

annuel de la pension révisée conformément aux dispositions de la présente loi est accordée, pour chacun des trimestres pendant lesquels ils auraient été maintenus en service en vertu des dispositions réglementaires en vigueur à partir du 31 mars 1946, aux officiers généraux qui ont été mis prématurément à la pension d'ancienneté entre le 31 mars 1946 et le 1er janvier 1947.

Le nombre de ces allocations ne peut être inférieur à quatre.

§ 2. Ne donnent pas droit à ces allocations :

- 1° le temps pendant lequel ces officiers généraux ont été maintenus ou repris en service au cours de la période envisagée;
- 2° les trois mois de congé avec traitement dont ils ont bénéficié après leur mise à la pension.

Dans le cas prévu au 1°, l'allocation est réduite proportionnellement à la durée des services fournis.

Article 5.-

§ 1er. Des allocations égales au quart de la différence entre le dernier traitement annuel perçu et le montant annuel de la pension révisée conformément aux dispositions de la présente loi, sont accordées d'après les distinctions établies par les tableaux A et B annexés à la présente loi :

- 1° aux officiers visés à l'article 1er qui ont été mis à la pension d'ancienneté entre le 31 mars 1946 et le 1er janvier 1947 inclus;
- 2° aux officiers du personnel navigant de l'aviation militaire visés à l'article 1er qui ont été mis à la pension d'ancienneté entre le 31 décembre 1946 et le 1er octobre 1947 inclus;

3° aux sous-officiers visés à l'article 1er qui ont été mis à la pension d'ancienneté entre le 30 septembre 1946 et le 1er juillet 1947 inclus.

§ 2. Ne donnent pas droit à ces allocations :

- 1° le temps pendant lequel ces officiers ou sous-officiers ont été maintenus ou repris en service au cours des périodes de référence prévues, en ce qui les concerne, par les tableaux A et B annexés à la présente loi;
- 2° les trois mois de congé avec traitement ou avec solde dont ils ont bénéficié après leur mise à la pension;
- 3° les périodes pour lesquelles ils bénéficient d'allocations en vertu de l'article 5.

Dans le cas prévu au 1°, l'allocation est réduite proportionnellement à la durée des services fournis.

Article 6.-

La présente loi n'est pas applicable :

- 1° aux officiers nommés sous-lieutenants après le 31 mars 1946;
- 2° aux militaires mis à la retraite à leur demande.

Article 7.-

Le Ministre de la Défense nationale peut admettre au bénéfice de l'article 1er de la présente loi les lieutenants-colonels et les majors âgés de moins de 55 ans au 1er avril 1950 et qui étaient admis à la pension à cette date, à condition que, pour des raisons légitimes, ils n'aient pu reprendre du service.

Article 8.-

La présente loi sort ses effets au 31 mars 1946.

Donné à , le

PAR LE REGENT :

Le Ministre de la Défense nationale,

Betekenis van het ontwerp.

De noodzakelijkheid om de kaders van het leger te verjongen heeft sommige wijzigingen in de leeftijd van opruststelling met zich gebracht.

I.

Sommige generaals zijn op pensioen gesteld bij toepassing van artikel 3, A, 4°, der samengeordende wetten op de militaire pensioenen, vooralceer zij de leeftijd hadden bereikt die in de geldende besluiten op regelmatige wijze was bepaald.

De voordelen, die het ontwerp van wet hun toekent, hebben het karakter van een vergoeding.

II.

De officieren op pensioen gesteld bij toepassing van artikel 3, A, 4° en 5°, van dezelfde samengeordende wetten, en de onderofficieren op pensioen gesteld bij toepassing van artikel 3, B, 2° en 3°, van deze wetten, werden op rust gesteld vooralceer zij de leeftijd hadden bereikt. die op het ogenblik van hun indiensttreden was bepaald.

De voordelen, die het ontwerp hun verleent, zijn kosteloos, wat de Regering door billijkheidsoverwegingen verantwoordt.

Deze voordelen worden toegekend aan alle militairen die vóór 31 Maart 1946 de hoedanigheid van officier hebben gehad; voor hen betekenen deze voordelen in werkelijkheid een verhoging van het pensioen, welke zelfs de militairen, die in de loop van het eerste kwartaal 1946 onderluitenant zijn geworden, te beurt zal vallen.

Algemene opmerkingen.

I.

De in artikel 1 van het ontwerp bedoelde bonificaties wegens werkelijke diensten bedragen 1 tot 4 jaar voor de officieren van het leger, en 6 tot 9 jaar voor de officieren van het varend personeel van de luchtmacht. Geen bonificatie is voorzien ten behoeve van de officieren der rijkswacht, op wie nochtans de nieuwe leeftijdsgrenzen een tijdlang normaal van toepassing zijn geweest; volgens de inlichtingen die aan de Raad van State werden verstrekt, zijn deze nieuwe leeftijdsgrenzen in feite nooit toegepast geworden op de officieren van dit korps.

II.

Artikel 4 van het ontwerp verleent bepaalde vergoedingen aan opperofficieren, die op pensioen werden gesteld vóór het bereiken van de leeftijd bepaald bij de nieuwe besluiten op de leeftijd van opruststelling der officieren. Deze oppensioenstellingen hebben enkel plaats gehad tijdens de laatste drie kwartalen van 1946 en betreffen slechts enkele opperofficieren van het leger.

De tekst bepaalt niet dat zij de termijn, die zij zodoende in oppensioenstelling hebben doorgebracht, mogen laten gelden voor de berekening van het bedrag van het pensioen. Uit de inlichtingen door de Regering verstrekt blijkt dat deze toestand niet van een aard is om de betrokkenen te benadelen.

.../...

Opmerkingen betreffende de vorm.

I.

De Raad van State is van advies dat het niet aangewezen is in een wet te verwijzen naar reglementsbepalingen.

II.

Artikel 1 van het ontwerp moet niet worden ingevoegd in de samengeordende wetten op de militaire pensioenen; het bevat alleen overgangsbepalingen die met de overige bepalingen van het ontwerp een geheel vormen.

III.

ontwerp
Wat in artikel 1 van het/is bepaald, zou het voorwerp moeten worden van twee afzonderlijke artikelen.

IV.

Artikel 3 van het ontwerp geeft aan de eerste twee artikelen terugwerkende kracht. De Raad van State is van advies dat dit artikel aan het slot van het ontwerp moet komen te staan.

V.

Ten einde uitvoerige herhalingen te vermijden, kunnen de artikelen 5 en 6 van het ontwerp tot één verwerkt worden.

*

*

*

De Raad van State stelt bovendien enige vormwijzigingen voor, die in de hierna volgende tekst zijn aangebracht :

ONTWERP VAN WET TOT TOEKENING VAN VOORDELEN AAN DE OFFICIEREN EN ONDEROFFICIEREN DIE INGEVOLGE DE VERJONGING DER KADERS OP RUST WERDEN GESTELD.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van de Minister van Landsverdediging en van de Minister van Financiën en op advies van de in Raad vergaderde ministers,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

De Minister van Landsverdediging en de Minister van Financiën worden er mede belast in Onze naam, bij de Wetgevende Kamers, het ontwerp van wet in te dienen waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.-

De beroepsofficieren en -onderofficieren die, bij toepassing van artikel 3, A, 4° of 5°, B, 2° of 3°, der samengeordende wetten op de militaire pensioenen, op rust zijn gesteld vooraleer zij de leeftijd hebben bereikt vastgesteld bij de vóór 31 Maart 1946 geldende reglementsbepalingen, kunnen voor de berekening van hun pensioen als werkelijke dienst laten gelden een termijn gelijk aan die welke zich uitstrekt van de datum waarop zij op rust werden gesteld tot de datum waarop zij, krachtens de vóór 31 Maart 1946 geldende reglementsbepalingen, op rust zouden zijn gesteld.

De termijn die zij aldus hebben laten gelden, wordt aangerekend voor de toepassing van artikel 58 van de wetten op de militaire pensioenen, samengeordend bij het koninklijk besluit van 11 Augustus 1923, zoals dit gewijzigd werd bij de wet van 26 Mei 1948.

In geen geval kan de termijn die zij aldus hebben laten gelden, samengesteld worden met de termijn die, in voorkomend geval, voor dezelfde periode als werkelijke dienst zou aangerekend worden.

Artikel 2.-

De wedde die als basis dient bij de berekening van het pensioen van de in artikel 1 bedoelde militairen, wordt vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van kracht voor de in aanmerking genomen periode, en daarbij worden als verworven beschouwd de periodieke verhogingen welke zij zouden bekomen hebben, waren zij in dienst gehouden tot de datum waarop zij, krachtens de vóór 31 Maart 1946 geldende reglementsbe-palingen, op rust zouden zijn gesteld.

Artikel 3.-

De weduwen en wezen van de in artikel 1 van deze wet bedoelde militairen, die voldoen aan de overige vereisten gesteld in artikel 1 van het koninklijk besluit nr 255 van 12 Maart 1935 kunnen het overlevingspensioen bekomen indien het huwelijk is aangegaan :

- 1° vóór 1 October 1946, wat de officieren van het leger betreft
- 2° vóór 1 Juli 1947, wat betreft de officieren van het varend personeel der luchtmacht;
- 3° vóór 1 April 1947, wat de onderofficieren betreft.

Artikel 4.-

§ 1. Aan de opperofficieren die, tussen 31 Maart 1946 en 1 Januari 1947, vroegtijdig op anciënniteitspensioen werden gesteld, wordt, voor elk der kwartalen tijdens welke zij - krachtens de sinds 31 Maart 1946 geldende reglementsbe-palingen in dienst zouden gehouden zijn, een vergoeding toegekend gelijk aan een vierde van het verschil tussen de laatste ontvangen jaarwedde en het jaarlijks bedrag van het pensioen, zoals dit overeenkomstig het bepaalde in deze wet werd herzien.

.../...

Van deze vergoedingen mogen er niet minder dan vier worden toegekend.

§ 2. Op deze vergoedingen geven geen recht :

- 1° de termijn, gedurende welke deze opperofficieren in dienst werden gehouden of weder in dienst werden genomen, in de loop van de in aanmerking genomen periode;
- 2° de drie maanden verlof met wedde, die zij na hun oppensioenstelling hebben genoten.

In het geval bedoeld in het 1°, wordt de vergoeding evenredig verminderd volgens de duur van de gedane dienst.

Artikel 5.-

§ 1. Vergoedingen gelijk aan een vierde van het verschil tussen de laatste ontvangen jaarwedde en het jaarlijks bedrag van het pensioen, zoals dit overeenkomstig het bepaalde in deze wet werd herzien, worden verleend volgens het onderscheid gemaakt in de bij deze wet gevoegde tabellen A en B :

- 1° aan de in artikel 1 bedoelde officieren, die tussen 31 Maart 1946 en 1 Januari 1947 inbegrepen op anciënniteitspensioen werden gesteld;
- 2° aan de in artikel 1 bedoelde officieren van het varend personeel van de militaire luchtmacht, die tussen 31 December 1946 en 1 October 1947 inbegrepen op anciënniteitspensioen werden gesteld;
- 3° aan de in artikel 1 bedoelde onderofficieren, die tussen 30 September 1946 en 1 Juli 1947 inbegrepen op anciënniteitspensioen werden gesteld.

§ 2. Op deze vergoedingen geven geen recht :

- 1° de tijd gedurende welke die officieren of onderofficieren in dienst werden gehouden of weder in dienst werden genomen,

de loop van de referteperiodes die, wat hen betreft, in de bij deze wet gevoegde tabellen A en B zijn bepaald;

2° de drie maanden verloop met wedde of met soldij, die zij na hun oppensioenstelling hebben genoten;

3° de periodes waarvoor zij vergoedingen genieten krachtens artikel 5.

In het geval bedoeld in het 1°, wordt de vergoeding evenredig verminderd volgens de duur van de verstrekte diensten.

Artikel 6.-

Deze wet is niet van toepassing :

1° op de officieren die na 31 Maart 1946 tot onderluitenant werden benoemd;

2° op de militairen die op eigen verzoek op rust werden gesteld.

Artikel 7.-

De Minister van Landsverdediging kan de voordelen van artikel 1 van deze wet toepassen op de luitenant-kolonels en de majoors, die op 1 April 1950 minder dan 55 jaar oud waren en op die datum op pensioen werden gesteld, op voorwaarde dat zij hun dienst om wettige redenen niet hebben kunnen hernemen.

Artikel 8.-

Deze wet heeft uitwerking met ingang van 31 Maart 1946.

Gegeven te , de .

VANWEGE DE REGENT :

De Minister van Landsverdediging,
De Minister van Financiën,

Etaient présents:

Waren aanwezig:

Messieurs: J. SÜETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren: voorzitter van de Raad van voorzitter
State,

V. DEVAUX, conseillers d'Etat

M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

P. COART-FRESART, assesseurs de la section de législation

P. ANSIAUX, bijzitters van de afdeling
 wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUTENS.

(signé) G. PIQUET.

(signé) J. SUTENS.

de la Défense nationale.
van Landsverdediging.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister

Le février 1950.

De Februari 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.